

LA LIBERTÉ

ORGANE OUVRIER, PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

ABONNEMENTS-VILLE:
Trois mois \$ 0.60
casilla correo 1298

Communications, Correspondance et Abonnements :
CASILLA CORREO N° 1298

ABONNEMENTS-PROVINCE:
Trois mois \$ 0.80
casilla correo 1298

BUENOS AIRES, 20 Février 1893.

UN BALAIS, S. V. P.

Les chauvins par conviction et par intérêt sont dans la désolation. L'honneur de leur chère patrie a été défloré par le tribunal correctionnel. Mazas a flétri ces belles fleurs de la non moins belle France: Lesseps, perceur d'isthmes et coupeur de bourse; Eiffel, constructeur de « tours » à l'usage des expositions et des pick-pockets; Baïhaut et Rouvier, ministres de génie et escrocs de haute marque; le chevalier Floquet-Pologne, décoratif président de députés et sauveur de la caisse, sont passés du rang de gloire nationale à celui de détrousseurs d'imbéciles.

Ces hauts personnages, quintessence de la bonne société, moralistes sévères, ne sont plus que de vulgaires filous. Les journalistes défenseurs de l'ordre, de la morale, de la religion, apologistes de nos vertus patriotiques, toutes ces célébrités de l'esprit et de la plume, sont ravalés au rang de souteneurs d'affaires véreuses.

L'armée, la belle armée, la vaillante armée française, nous donnait, il y a quelques mois, une nouvelle édition de Sodome et de Gomorre.

Toute l'administration bourgeoise: armée, magistrature, ministres, députés, journalistes, toutes ces légions de l'ordre gouvernemental et exploiteur, pure émanation de la classe qui gouverne et exploite, tous ces héros décorés, honorés, glorifiés, déifiés, apparaissent sous leur véritable jour, et quel jour lamentable, pour des gens qui s'offraient à l'admiration des foules idiotisées! Et les patriotes de gémir et de se voiler la face, devant l'écroulement de toutes ces ordures dont

leur sottise avait fait une gigantesque statue qui avait la prétention de représenter un peuple!

Que diront les autres nations? sanglote Jean Chauvin, en se voilant la face. Et, pauvre peuple imbécile, que veux-tu qu'ils disent tes frères en naïveté? chez eux, c'est comme chez toi, c'est la même boue, la même honte, qui constituent les classes dites supérieures! Au lieu de te lamenter sur ces événements, tu devrais surtout t'en réjouir et surtout en profiter. La chose n'est pas nouvelle, elle n'est pas commune à tel ou tel pays: il en a toujours été ainsi, en France et ailleurs, seulement tu ne le voyais pas.

Quitte ton mouchoir et prends un balai; car ceux qui n'ont pas été atteints par les derniers scandales ne sont pas plus propres: plus malins, pas davantage.

Pénètre-toi bien surtout, oh! peuple par trop naïf, que les choses qui te répugnent tant ne peuvent pas être autrement. C'est le système qu'il faut détruire, si tu veux éviter d'autres désillusions.

Souviens-toi qu'il y a un siècle tu coupas la tête à la royauté: fête cet anniversaire en décapitant la bourgeoisie et tu n'auras plus jamais le spectacle qui t'écœure et te ruine.

LA LEGION DES GUEUX

Alors que les rigueurs du froid font régner, à l'Elisée présidentiel et aux ministères des illuminations éblouissantes, qu'à l'intérieur les rois de la République trônent avec béatitude au sein d'une nuée de courtisans, que nos députés satisfaits cotillonnent avec de vaniteuses ridicules; alors que le froid amène un cortège de fêtes fastueuses dans le monde aristocratique; des banquets continuels, des soirées incessantes et des bals ininterrompus dans les maisons bourgeoises, où l'insouciance plane au milieu de la joie unanime et du bonheur général,—alors que le froid provoque des réjouis-

sances tout là-haut, au gouvernail de la société moderne, dans les hauts lieux resplendissants d'or et de lumière, là-bas, dans les bas-fonds dénudés et sombres de cette même société, le même froid vient de faire naître une longue et sourde clameur, où se confondent les souffrances contenues et les cris de colère, les plaintes étouffées et les imprécations de rage.... C'est la légion des gueux qui murmure....

Voyez ces visages hâves et émaciés, ces mains parcheminées et osseuses, ces yeux éteints ou brillants de fièvre, ces lèvres bleues, ces corps efflanqués et décharnés qui tremblent sous une guenille, voyez ces cadavres-vivants....

Ils s'en vont un à un, honteux d'eux-mêmes, mornes et abattus, mordus par la bise et glacés par le froid, grelottant par convulsions dans leur démarche traînarde et silencieuse. Chassés par le mépris de tous, ils fuient les regards, allant remorquer leur misère dans les lieux abandonnés, déambuler sur les quais et les boulevards déserts, marchant sans arrêt le jour pour réchauffer le sang anémié qui se fige dans leurs veines amollies. La tête entre les deux épaules, les mains enfouies dans leurs poches percées, le corps accroupi, ils marchent encore sans cesse la nuit, frôlant les murailles comme des ombres, se dérobant aux lueurs des reverbères, évitant la tentation des bancs publics qu'ils n'ont pas le droit d'utiliser, — courant toujours et sans trêve jusqu'au moment où, sans force ni vie, ils tombent d'épuisement dans l'encoignure d'une porte cochère.... mais comme ils n'ont pas plus le droit d'être sans gîte que sans ressources, ils se relèvent aussitôt à l'approche des gardiens de la paix en tournée, reprennent leur course vagabonde et sans fin....

Ils dorment toujours et ne dorment jamais.

D'où viennent-ils?... Souvent des petites cités de province, qu'ils ont quittées, séduits par l'éclat de la grande ville, pour venir misérablement échoir sur son pavé, comme le papillon vient se griller à la flamme fascinatrice. Mais ce sont aussi des travailleurs remplacés à l'atelier par la machine; le chômage les a jetés dans la rue, les a réduits à errer, les a plongés dans un tel état de détresse, qu'il leur est désormais impossible d'aller quémander un emploi dans leur navrante tenue.... Le patron ne veut chez lui ni des traîne-guenilles ni des souffreteux.

Dès ce moment, ils sont hors de la vie commune, hors l'Humanité.

Les charmes du foyer, les douceurs du chez soi, ils les oublient.... Ils ont tout perdu, amitiés et affections, tout, tout!... Il ne leur reste que le cœur pour souffrir et les yeux pour pleurer loin du monde, près de leur unique compa-

gnon et dernier ami : le chien errant... Et ils souffrent et ils pleurent ! sous leur écrasant fardeau de tortures morales et physiques, de douleurs sans nom qui les tenaille atrocement par la faim et le froid !

Et pourtant ils sont incompréhensiblement honnêtes !...

Voyez-les parfois, le soir, le front collé aux glaces des riches magasins, rivant leurs regards vitreux sur les victuailles auxquelles ils n'ont jamais goûté, sur des victuailles qui feront crever d'indigestion leurs acquéreurs aisés, alors qu'eux vont crever de faim. Combien en est-il qui porteraient la main sur cette bombance et diraient : « Nous nous en emparons ! Nul n'a le droit au superflu tant que d'autres n'ont pas le nécessaire ! »

Mais non ! ils préfèrent souffrir encore et souffrir toujours, pour conserver intacte l'inconcevable honnêteté des vieux !...

Dès lors, comment vivent-ils ? Nul ne le saura exactement jamais — si ce n'est qu'ils vivent de privations et d'insomnie....

Pour eux, la vie est maintenant un ciel sombre et sans étoiles, une nuit ténébreuse et sans aurore — une nuit qu'ils parcourent sous l'insulte universelle des fortunés — une nuit infernale et sans repos, où ils fuient la chasse implacable des agents-sentinelles de la société, de cette société égoïste, cruelle et injuste qui punit de la prison les vagabonds contraints de l'être, qui stigmatise d'infamie ceux des siens qui ont commis le crime d'être malheureux, qui ont eu la naïveté de se laisser voler leur place au banquet de la vie humaine....

La misère les tient, le désespoir les attend, engrenant fatalement dans l'armée du crime ceux qui se cramponnent à cette vie maudite, toute pour eux d'interminables amertumes ; les autres, ceux qui ne peuvent aller plus loin et veulent malgré tout rester honnêtes, ils les guette pour leur procurer le sommeil dernier dans le lit du fleuve....

Et elle grossit toujours, la légion des gueux ! Bientôt, ce sera une marée montante sans reflux, venant fouetter le roc social, prêt à l'engloutir....

Tenez, bourgeois : voyez-les surgir en nombre ; interrompez vos fêtes et vos festins insolents, ou sinon prenez garde !... Et lorsque vous descendez dans la rue, ne narquez pas, dans la chaleur de vos fourrures, la misère qui passe... n'insultez pas les traîne-guenilles et les va-nu-pieds, les claques-dents et les lamentables ; respect à la légion des gueux : ce sont vos victimes !

F. Quay-Cendré.

TRIBUNE LIBRE

Chers compagnons,

Je suis de ceux qui, sans faire partie de vos groupes, admire et les hommes qui, parmi vous, risquent leur liberté ou leur vie pour ceux qui souffrent, et vos principes qui doivent donner dans leur application, le bonheur et la liberté au monde.

Cependant, il y a une façon de faire dans votre mode de propagande que je prendrai la liberté de critiquer.

Vous attaquez constamment la bourgeoisie, vous dévoilez ses crimes et ses vols, vous vous bornez à faire la critique de ses institutions, qui n'ont jamais rien donné et qui ne

donneront jamais rien aux travailleurs ; tout cela est fort bien et je me garderais de vous en faire un reproche ; seulement, vous oubliez que ce n'est pas tout et que votre œuvre de critique devrait s'étendre jusque, et surtout, chez les ouvriers.

Allez dans les chantiers, dans les ateliers, vous y rencontrerez des situations à vous édifier.

Car, après tout, la bourgeoisie qui nous exploite est dans son rôle, c'est nous qui ne sommes pas dans le notre en souffrant cette exploitation. Je sais bien qu'il est difficile de s'y soustraire, mais au moins, ce qui n'est pas impossible à réaliser, c'est l'union des travailleurs, c'est la solidarité dans la résistance contre les patrons et contre la bourgeoisie gouvernementale qui, par la loi et la force sanctionne l'exploitation patronale.

Eh bien ! ce qu'il nous est donné tous les jours de remarquer dans les ateliers est précisément le contraire de la mise en pratique de ces principes de solidarité sans lesquels les masses ne feront jamais rien de bien ni de bon.

Quand nous nous reportons au régime inquisitorial qui a précédé la révolution de 89 et que nous voyons des hommes pris parmi le peuple lui-même par les seigneurs pour torturer ceux qui s'étaient soulevés contre cette domination infâme, notre conscience se révolte et nous les traitons de lâches ; cependant, aujourd'hui, les mêmes faits se reproduisent : qu'un ouvrier se révolte contre les exigences d'un patron et il est certain de voir ses camarades de chaîne prendre fait et cause pour leur exploiteur commun ; ils ne se contenteront pas de soutenir leur maître, ils mépriseront souvent celui qui, au risque de sa liberté, aura cherché à leur expliquer les moyens de se soustraire à leur exploitation.

N'est-ce pas une honte, n'est-ce pas une lâcheté, que de voir des esclaves soutenir ceux qui les oppriment et sont causes de toutes leurs misères, combattre leurs frères luttant pour leur émancipation ? est-ce trop de les comparer aux plats-valets de la noblesse de l'ancien régime ? N'ai-je pas le droit de supposer que la bourgeoisie trouvera en eux les éléments nécessaires pour assassiner la révolution et arrêter le progrès ?

Ce ne sont pas des ouvriers fortunés qui se constituent ainsi les chiens fidèles de la classe capitaliste, non ! ils crèvent de faim, bien souvent, et n'ont que de sordides guenilles à se mettre sur la peau les trois quarts du temps. Ils ne s'aperçoivent pas que, tout en les flattant du titre consolateur d'honnête travailleur, celui qui les exploite se rie hypocritement de leur imbécille naïveté, bien à son aise dans ses salons au luxe insolent, produit du travail de son troupeau d'esclaves et supporte en toute tranquillité les années qui lui restent à jouir de la vie au milieu des mille distractions que la bêtise humaine lui permettra de se payer.

Camarades, je vous le demande : est-ce le bourgeois ou l'ouvrier qui est le principal ennemi des idées de justice et de liberté, du bien-être, du bonheur des hommes ? N'est-ce lui, l'ouvrier, qui contribue dans une large mesure à la stagnation dans laquelle croupissent les peuples ? oui, c'est lui, car ceux qui le commandent sont trop peu nombreux pour les maintenir longtemps sous le joug s'il en était autrement.

Que les travailleurs continuent encore quelques temps dans cette voie et notre émancipation pourra, je crois, être reléguée dans la nuit des temps. On verra les esclaves du capital errer, le jour qui aurait pu marquer la date de leur affranchissement, à la recherche du travail salarié et, n'en trouvant pas, se coucher, comme le Chinois, à la porte des ateliers et crever, n'ayant plus l'énergie ni la force de lutter !

L. Broder.

Sans doute, le compagnon a raison ; on ne peut être qu'indigné de la lâcheté des masses

travailleuses devant l'exploitation sans nom dont elles sont l'objet. Comme il le dit, l'ouvrier est bien le véritable chien de garde de la propriété et de la bourgeoisie capitaliste. Mais, pouvons-nous lui en faire un crime ? Si le travailleur n'est pas excusable il est cependant moins coupable que ceux qui, par l'astuce et l'hypocrisie l'ont réduit à l'état d'abrutissement où nous le voyons aujourd'hui. Casser ses chaînes d'un seul coup n'est pas chose facile, surtout quand l'on a, pour vous en empêcher et vous tenir en respect, des milliers de canons et des millions de fusils braqués sur soi. Cependant, spectacle consolant, nous assistons tous les jours à l'affranchissement intellectuel d'un grand nombre de travailleurs venant s'incorporer à la liste déjà longue des révoltés et qui s'allonge tous les jours de nouveaux adhérents. C'est par le raisonnement et la critique des institutions bourgeoises, que l'on en est arrivé à ce résultat. Si mince qu'il soit encore, il nous prouve que nos idées ont fait leur trouée dans les masses prolétaires. Regardons, derrière nous, le chemin immense parcouru, depuis dix ans, par l'Anarchie : nulle cause, nulle Idée, n'a marché avec une plus vertigineuse allure, en un laps de temps aussi court, que celle que nous défendons ; désespérer de la voir triompher devant des marques de vitalité semblables serait insulter à la mémoire de ceux qui ont versé leur sang pour elle, et encourir le mépris des milliers des nôtres qui espient, dans les bagnes de la bourgeoisie le crime de lui avoir été fidèle.

Messieurs les rédacteurs de La Liberté,

Je reconnais volontiers que votre manière d'engager la discussion n'est point ordinaire. Partisans de la liberté, vous la laissez à vos adversaires : c'est ce que l'on peut appeler être logique avec ses principes. Vous croyez reconnaître en moi un bourgeois, un ouvrier parvenu, là vous croyez mal et je le regrette, vous pouvez le croire. Si je ne partage pas vos idées, c'est que je les trouve mauvaises, peut-être parce que je ne les comprend pas bien, si vous voulez ; mais nullement parce que leur application pourrait me nuire en quoi que ce soit dans mon avenir. Mais, bourgeois ou ouvrier, peu importe : une idée n'a pas plus de valeur réelle parce qu'elle est émise par tel ou tel ; ceux qui sont accoutumés à voir avec les yeux des autres peuvent lui en prêter davantage, mais cela ne peut ni l'accroître ni la diminuer.

Dans ma première lettre j'affirme que c'est à coup de réformes qu'il faut améliorer les conditions d'existence de la collectivité. Elles sont nombreuses et doivent se faire le plus rapidement possible, car je les reconnais bien volontiers, les besoins sont pressants.

D'abord, en première ligne, je place la réduction du personnel administratif sur une vaste échelle. La suppression des dépenses qui ne présentent aucun caractère d'utilité publique, telles que celles du budget des cultes, par exemple, qui représentent pas mal de dizaines de millions. La réduction d'au moins les deux tiers des dépenses militaires, ce qui représente une économie de quelques centaines de millions.

Une économie d'un demi milliard est réalisable sur le budget des dépenses. Vous conviendrez que ce serait un allègement aux charges qui pèsent sur le public. Ce serait peu si on se bornait à cela, mais, est-il donc impossible de dégrever, sinon complètement, au moins dans de grandes proportions, tous les produits de première nécessité ? Le déficit causé par la suppression de ces impôts pourrait se combler en frappant les articles de luxe de droits plus forts.

Les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs prélèvent parfois des bénéfices scandaleux. Si on compare aux services qu'ils rendent. Sommes-nous donc forcés de subir ces intermédiaires ? Sûrement non ; nous

n'avons qu'à nous associer pour fonder des sociétés de production et de consommation et nous évitons cette exploitation.

Les commencements seront peut-être difficiles, mais la pratique, une plus grande connaissance de nos intérêts, lèveront bien des obstacles qui, aujourd'hui, nous paraissent insurmontables.

Pour certaines branches de l'industrie, des capitaux considérables sont nécessaires, mais, pour une foule d'autres, la main-d'œuvre que nous possédons est presque suffisante. Du reste, le peuple peut parfaitement exiger de ses représentants une série de mesures qui facilitent le crédit aux associations ouvrières, crédit qui doit être sinon absolument gratuit, tout au moins à un taux beaucoup plus bas qu'il n'est actuellement pratiqué par les établissements financiers.

La fondation des caisses de retraites alimentées par les cotisations ouvrières et par des versements obligatoires des employeurs, permettrait d'assurer à chaque membre de la collectivité, rendu incapable de travailler par l'âge ou les accidents du travail, une existence à l'abri de la misère.

Que là ne soit pas le dernier mot des aspirations de chacun, c'est fort probable ; c'est du moins un pas en avant, qui respecte les intérêts de tous et à l'immense avantage de ne faire couler le sang de personne. La concurrence subsiste, c'est vrai, mais il serait regrettable qu'il en fût autrement : elle est le grand moteur qui pousse l'humanité en avant. Concurrence toute pacifique qui stimule les efforts de chacun pour le plus grand profit de tous.

Un ouvrier.

DANS LES COLONIES

Les colons des centres agricoles satisfecis sont rentrés dans la légalité. Ils ont fait amende honorable et paient l'impôt qui avait été décrété par le gouvernement de cette province, à l'exception, cependant, de quelques colonies où domine l'élément allemand.

Le gouverneur Caffera a dû soumettre aux Chambres le projet d'un nouvel impôt, en remplacement de celui qui vient de rencontrer tant de résistance de la part de la population agricole.

Le 80 o/o de son produit sera affecté aux dépenses occasionnées pour l'entretien des écoles, bibliothèques municipales et le paiement des instituteurs, juges de paix, etc., des colonies.

Les colons qui n'ont pas encore déposé les armes, attendent, pour le faire, que ce projet soit approuvé par les Chambres.

Grand bien leur fasse.

DE PROFUNDIS

La soupape de sûreté de l'ancien régime féodal, appliquée à la machine gouvernementale de l'actuelle société ne paraît pas devoir donner les mêmes résultats de sécurité aux maîtres d'aujourd'hui.

L'échappatoire par où se précipitaient les masses assoiffées des licences que leur promettaient les trois jours de liberté franche accordées annuellement par les exploitateurs d'alors, comme un dérivatif aux idées de révolte qui germaient sourdement dans le cœur des asservis, ne fonctionne plus, aujourd'hui, avec la même facilité et le même succès. Malgré toutes les avances, tous les efforts des classes dirigeantes pour imprimer aux fêtes carnavalesques modernes un peu de la splendeur des licences saturnales d'autant, les illuminations, pavements, ornementation et enguirlandement des rues, tous ces préparatifs faits à grands frais pour inviter le peuple

à s'amuser, sont restés inutiles devant l'indifférence publique.

Le carnaval est mort et bien mort. Le défilé des voitures, lugubre et silencieux, sous les voutes de feu qui illuminaient ce *corso* fantastiquement triste et morne, semblait porter en terre le restant de la gaîté factice qui animait ceux des années antérieures.

L'enterrement a été complet. La bourgeoisie s'en désole et nous le comprenons. Elle a compris qu'elle assistait du haut de ses balcons au simulacre funèbre de son enterrement à elle, avec la gaîté en moins, et elle gémit.

Ne la plaignons pas : elle a tout fait pour en avancer la date.

La mouchardière du numéro 157 de la rue Bolivar, semblable à un égoût en éruption, rebave et écume de nouveau. Le motif : la formation d'un comité anarchiste devant protester contre l'extradition du camarade Francis. Cela seul a eu le don de faire entrer en ébullition la bande de dos-verts et d'aliénés qui compose la rédaction de la louche feuille policière qui s'élabore dans le lupanar plus haut indiqué.

Nous ne ferons pas à ces abjects personnages l'honneur de reproduire leur infecte mixture de basses calomnies et de sales canailleries, dont ils essaient de noircir la collectivité anarchiste à laquelle nous appartenons. Mais, qu'ils retiennent bien ceci : « c'est que tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse », et que, de trop vouloir se frotter aux anarchistes, il pourrait bien arriver à ces ignobles sires quelque désagréable aventure, comme, par exemple, d'avoir les côtes caressées par une maîtresse râclée de coups de bâton, seul « honneur spécial » qu'on puisse faire à toute cette clique de mouchards brûlés et de lâches gredins.

AU VOLEUR !

Il y a trois ans, un petit commerçant s'établissait rue Esmeralda. Il fut, après vérification, imposé de 15 piastres. L'année passée la patente fut portée à 30 piastres. Enfin, cette année, il vient de recevoir avis que la malheureuse patente était portée à la modeste somme de 100 piastres ! Il est bien entendu que l'impôt payé par la population est destiné à assurer le fonctionnement des services publics. A chaque augmentation de l'impôt doit correspondre une plus grande somme de services de l'administration chargée de le percevoir et de l'employer.

Il y a trois ans, le service de la dette interne et externe était fait. Les rues étaient balayées à peu près régulièrement et l'éclairage, sans être éblouissant, était passable.

Aujourd'hui, le service de la dette est suspendu. Les ordures s'amoncellent et il faut, le soir, se munir d'une lanterne si l'on ne veut pas être précipité dans les fosses ouvertes par la compagnie de salubrité.

Si les impôts ont plus que quintuplé et que les services rendus sont trois fois moindres, quelqu'un vole l'argent. On nous assure que

ce sont ces brigands d'anarchistes et que l'intelligent Viejobuena, le perspicace chef de police, a pris toutes ses mesures pour que pas un de ces pillards n'échappe au châtiement réservé aux voleurs de pauvre monde. Amen.

Le mystère de la Création

Vous ne connaissez pas le grand X ? Hein ! quoi ! non ! Non, pas même de vue, et pas même de nom, Car il n'en a pas. Mais, qu'importe ? C'est un être Dont on raconte un tas de faits qu'il faut connaître. On dit même que dans des temps peu reculés, Pour n'y pas avoir cru d'aucuns furent brûlés. Voyons donc quelques traits de sa biographie. C'est d'un cœur simple et pur que je le vérifie. Un soir que le grand X avait mangé beaucoup, Et beaucoup bu, garé jusques en haut du cou, L'estomac alourdi, la panse ballonnée, Il se plaignit de son amère destinée. En effet, rien n'étant, le bougre n'avait pas De cuvette où vomir le trop de son repas. D'ailleurs, pour en chercher, il était sans lumière. Mais, bahl quand on s'appelle X, la Cause Première, On trouve contre tout des trucs illimités. Il y réfléchit deux ou trois éternités, Puis il saisit ce rien qui n'était pas encore Ce rien mystérieux que son néant décoré, Ce rien, sans doute las d'être un rien incompris, Ce rien qui n'est que rien, pour nous, faibles esprits, Mais qui devait pourtant être un peu quelque chose, Car il le prit, lui, l'X, lui, la Première Cause, Souffla dessus, lui mit un endroit, un envers, En fit une cuvette et vomit l'Univers ! Voilà, certes, une étrange et ridicule histoire, Dire que c'est pourtant la vérité notoire Des prêtres, qui parlant de cet acte profond, S'ils changent les détails, sont d'accord sur le fond !

(Les Blasphèmes). — J. RICHEPIN.

CAUSERIE

Un préjugé spiritualiste des plus enracinés encore et jouissant du respect général, est certainement celui qui entretient la croyance à la nécessité de freins devant maintenir l'ordre social en équilibre, et réglant les rapports des uns envers les autres. Du nombre de ces régulateurs est la « Morale ».

La morale ? quel grand mot lorsque, du haut de leurs chaires, les hommes graves, en frac ou en soutane, qui président aux destinées des nations, foudroient les mortels en les accusant d'immoralité !

La morale, d'après le dictionnaire, « est la science qui enseigne les règles à suivre pour faire le bien et éviter le mal ».

Voilà le point capital. Qu'est-ce donc que le bien et le mal ? Sur ce sujet, que de controverses, que de contradictions, que d'interprétations différentes du même acte, en raison du climat, de la difficulté de la vie, du tempérament des individus, de la différence de sexe et même de l'âge.

Ce qui est bien pour un catholique ne l'est pas pour un musulman. « Presque partout, en Mélanésie, les indigènes ont coutume de mettre à mort les vieillards et les infirmes, les bouches inutiles. En Nouvelle Calédonie, à Viti, on convoque d'abord parents et amis à un festin mortuaire, puis, la victime marche tranquillement vers la fosse qui lui est préparée, sur le bord de laquelle, après un tendre adieu, ses fils l'étranglent eux-mêmes (1) ». En Polynésie, le sort des vieillards et des malades n'est pas plus doux, de même que dans bien d'autres pays. Pour tous ces peu-

(1) La sociologie, par Ch. Letourneau.

ples, plus ou moins primitifs, ces actes sont conformes à ce qu'ils entendent par « faire bien ». Cela est dans leurs mœurs et conséquemment est aussi leur morale. Pour nous, civilisés, c'est le contraire.

La prostitution, devant laquelle tous les tartufes se voilent la face, en criant à l'immoralité, est estimée, respectée et honorée sur d'autres points de notre planète.

« On sait qu'au Japon les parents pauvres louent volontiers leurs filles pour un service de quelques années, dans le quartier réservé aux prostituées dans les grandes villes. Certaines de ces filles de joie japonaises, à qui on enseigne les arts d'agrément, etc., sont fort honorées, figurent dans les processions religieuses et ont, après leur mort, des statues dans les temples (1) ».

Nous ne cherchons pas à démontrer que ceci est préférable à cela, mais simplement que chaque groupe agit selon ses mœurs et ses croyances, desquelles découle sa morale, ce qui établit que chacun a la sienne et que, comme toutes les créations humaines, elle est discutable et modifiable; que la morale d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui, encore moins celle de l'avenir; que ce n'est point une ligne tracée par les maîtres qui, juges et parties, ont décidé de ce que la morale autorise ou réprouve.

La moralité d'un peuple est le résultat de son organisation sociale; elle sera plus ou moins élevée, en raison directe de son développement intellectuel et de l'équité de ses rapports.

L'amour filial qui, chez nous, existe à un assez haut degré, fait complètement défaut chez d'autres, et chacun, de son côté, agit suivant sa morale.

Et point n'est besoin d'aller chercher les exemples de l'absence de ce sentiment chez les peuplades océaniques. N'a-t-on pas vu, en France, des individus assez peu initiés à notre fameuse civilisation, brûler leur vieille mère sur un bûcher préparé à cet effet dans la grande cheminée villageoise? simplement pour s'emparer de ce qu'elle possédait et se trouvant absous de leur action après s'être confessé?

Il est vrai que si on cultivait un peu moins les fusils et tout cet appareil de destruction devant lesquels nous, civilisés, nous tombons en extase, ravis de la quantité d'hommes que l'on peut anéantir en quelques minutes, si, au lieu de cela, on cultivait un peu plus l'intelligence du troupeau humain, ces faits, peut-être, ne se produiraient plus.

Mais, y pensez-vous?

Instruire? mais alors, Jacques Bonhomme comprendrait; on ne pourrait plus vivre à ses dépens, il perdrait le respect qu'il doit au puissant du jour; il ne voudrait plus entretenir l'armée de prêtres, de jésuites de toute robe, cette vermine du corps social; il ne voudrait plus entendre parler de rentes, servies par son travail aux parasites de toutes catégories; il ne voudrait plus de la fable et de la supercherie divine, intervenant toujours dans nos affaires; il comprendrait que la religion n'est qu'un moyen politique de conduire les hommes et il aurait bientôt jeté par-dessus bord tout ce qui la représente de près ou de loin; il ne voudrait plus être la bête de somme sur laquelle tout le fardeau pèse.

Cultiver l'intelligence? Non, non! des fusils, des prisons, des gardiens, des juges, des bagnes et malheur à quiconque cherche à troubler l'ordre de tout cet attirail gouvernemental.

Si donc la morale est la science qui enseigne les règles à suivre pour faire le bien et éviter le mal, est-ce mal de profiter de la crédulité publique pour vivre aux dépens des individus, en spéculant sur leur ignorance?

Immorale, alors, le bourgeois, dont la panse et la bourse sont aussi remplies que le crâne est vide, dont la morgue est aussi insolente que la conscience est nulle.

Est-ce mal de capter la naïve confiance po-

pulaire par des promesses, dont leurs auteurs ne tiennent pas plus compte qu'un empereur d'un serment?

Immorale, en ce cas, la bande de députés de toutes couleurs qui n'ont souci que de la part de pouvoir que procure le siège convoité et acquis au prix de tant de bassesses et de compromissions.

(A suivre).

La Semaine de Mai

Par Camille Pelletan

II

(Suite).—4.

« Jamais nos soldats n'ont fusillé les prisonniers ni cherché à achever les blessés... Que dans la chaleur du combat ils aient usé de leurs armes contre des hommes qui assassinent leurs généraux et ne craignent pas de faire succéder les horreurs de la guerre civile aux horreurs de la guerre étrangère, c'est possible; mais le combat terminé, ils rentrent dans la générosité du caractère national... Je repousse donc, monseigneur, les calomnies qu'on vous a fait entendre. J'atteste que jamais nos soldats n'ont fusillé les prisonniers, que toutes les victimes de cette affreuse guerre civile ont succombé dans la chaleur du combat ».

Et M. Vinoy, l'auteur de l'exécution de Duval, la raconte en ces termes dans son livre:

« Leur chef, le nommé Duval, est mort pendant l'affaire ».

Ainsi le gouvernement régulier niait et faisait faire des exécutions sommaires de certains prisonniers. Pour lui répondre, la Commune vota le décret barbare des otages.

On peut le résumer ainsi: « A fusillade, fusillade et demie ».

Cette mesure eut pour effet d'interrompre les exécutions. Jusqu'au 21 mai, des deux côtés, le sang ne coula plus que dans les combats. Mais sitôt qu'on fut entré dans Paris, on reprit les exécutions ajournées depuis un mois et demi. Il n'est pas douteux que le gouvernement ne les ait ordonnées et permises.

L'ordre était donné de fusiller tous ceux qu'on prendrait les armes à la main. M. de Mac-Mahon l'avoue implicitement dans sa déposition de l'enquête, en disant: « Quand les hommes rendent leurs armes, on ne doit pas les fusiller. Cela a été admis ». D'où il suit qu'on devait les fusiller dans le cas contraire.

Le capitaine Garcin dit plus nettement que jusqu'au moment où on a été maître de la rive gauche « tous ceux qui étaient pris les armes à la main étaient fusillés ».

D'autre part, les cours martiales comme celles du Château et du Luxembourg, qui ont si grosse part dans le massacre, ne pouvaient fonctionner que par la permission de l'autorité.

Le but de M. Thiers est facile à deviner.

En 1871 comme en 1848, comme après 1830, le vieil homme d'Etat, si tenace dans ses idées, voyait dans les insurrections, non des orages à dissiper, mais un parti de désordre à décimer. D'autres étaient poussés par des haines furieuses. L'historien de Napoléon Ier, aussi peu sentimental que le despote qu'il admirait sans réserve, ne cherchait que le bénéfice pratique du sang versé. Il savait que tout passe, dans le tumulte assourdissant de la bataille. Il était trop politique pour vouloir la longue et impopulaire férocité d'une répression indéfiniment prolongée. Ce qu'il voulait, c'était dans la surprise du premier moment, un massacre très large et très rapide.

Ses actes furent conformes à cette conception. Peu de temps après les horreurs qui marquèrent la prise de Paris, il arrêta la tuerie; on assure

même qu'il essaya d'arracher quelques têtes à la commission sur laquelle il s'était déchargé de son droit de grâce et qu'il avait, dit-on, baptisée « le peloton d'exécution ». Mais il n'a jamais renié la part du gouvernement dans les cruautés de la première heure.

Dans son discours du 24 mai, il disait, de la répression de la Commune: « J'ai versé des torrents de sang ».

Il se vantait un peu. Personne ne pouvait ni ordonner ni même prévoir ce qui s'est fait. Mais il est certain que, soit au début d'avril, soit à la fin de mai, les exécutions sommaires rentrent dans le système du gouvernement.

Un fait qui m'est raconté, ce me semble de bonne source, confirmerait l'existence d'instructions du gouvernement ordonnant une tuerie impitoyable.

Au moment de l'entrée des troupes, un général aurait été demander des instructions à un chef de corps. Le chef de corps aurait répondu par l'ordre de fusillades, qui se produisirent en effet aussitôt. Le général, surpris, aurait demandé un ordre écrit. — Pourquoi donc? demanda le chef de corps. Ma parole ne vous suffit-elle pas? — Si, mais en cas de mort?... — Je verrai.

Un peu après, le général repassant devant son chef, lui demandait ses instructions définitives:

— Faites ce que vous voudrez, répondit brusquement celui-ci.

III

Il est inexact d'imputer particulièrement à l'armée la fureur qui couvrit Paris de sang. Cette fureur, l'armée ne fit qu'en subir la contagion.

On n'a rien négligé, dans un but facile à deviner, pour faire de la question des massacres une question toute militaire; cette opinion est tout à fait fautive. Les soldats tirent, mais, les passions répandues dans la population accidentelle de Versailles avaient chargé les fusils.

Des troupes, les unes sortaient de Paris; il fallut en changer l'esprit du tout au tout. Les autres arrivaient ou de province ou d'Allemagne, surprises ou mécontentes d'avoir encore à se battre. Il fallut leur inoculer la colère qu'elles assouvirent depuis si impitoyablement.

A cette époque, il était impossible de se soustraire à l'action de milieux aussi brûlants que les deux villes ennemies.

On a souvent parlé de la « maladie » qu'on gagnait à respirer l'air de Paris, et l'on a dit juste. Pour être complet, il y faut ajouter la maladie contraire que l'on contractait dans l'atmosphère de Versailles.

Aucun esprit, si entier qu'il fût, ne résistait à ces influences. Deux hommes, ayant exactement la même opinion politique, et jetés par le hasard l'un dans la grande ville, l'autre dans la nouvelle capitale, ne pouvaient plus causer, au bout de huit jours, sans se considérer comme des scélérats.

Il faut feuilleter les journaux du temps pour concevoir l'état d'exaltation dans laquelle on vivait.

Des hommes, sortis de Paris depuis un mois, s'en faisaient une idée aussi fantastique que celle que les Chinois peuvent se faire de l'Europe. A quatre lieues de distance on s'ignorerait plus qu'on n'ignore les antipodes.

(A suivre).

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LA PROPAGANDE

B. 1.00; P. 0.50; L. M. 0.50; N. 2.00; F. G. 2.00; X. 3.00; E. P. 2.50; J. R. 3.00. — Total: 14.50 \$.

Liste antérieure: 81.30 \$.

A ce jour: 95.80 \$.

Imp. de IL PUNGOLO, Cuyo 555.

(1) La sociologie, par Ch. Letourneau.